

VENCE

Les 28 et 29 mars 2019

L'appel d'un chef Papou aux Vençois !

Un invité vraiment très spécial et exceptionnel nous a fait l'honneur de nous rencontrer à Vence ces 28 et 29 mars 2019 : Mundiya KEPANGA, chef Papou de la communauté de Kobe Tumbiali, de la tribu des Hulis, dans la région de Tari en Nouvelle Guinée, vivant de manière traditionnelle au cœur de l'une des trois dernières forêts primaires du globe. Sa venue a été initiée par une parente d'élève, Laure Alami Camel. Mme le maire Catherine Le Lan et le Premier adjoint à l'Environnement, Patrice Miran, ont souhaité que cette initiative soit soutenue par la Municipalité.

Depuis 2003, Mundiya Kepanga voyage et donne des conférences dans le monde, à l'invitation de musées, de chercheurs, d'établissements scolaires ou d'élus. Il est intervenu à de nombreuses reprises à l'occasion de colloques internationaux, à Paris (COP21, Unesco...), à Londres (GEM Report Unesco) et à New York, en nous invitant à réfléchir sur le regard que nous portons sur les peuples autochtones et sur nous-mêmes, et à notre relation avec la planète, sa faune, sa flore, et particulièrement ses forêts. Son troisième film-documentaire, qu'il présentait ce soir au cinéma Casino de Vence pour deux séances à guichets fermés, avec son ami interprète et coréalisateur Marc Dozier (avec Luc Marescot), « Frère des Arbres », a été réalisé autour de sa démarche et a reçu de nombreux prix.

Mundiya Kepanga a aussi honoré les enfants vençois avec des projections-rencontres dans plusieurs établissements scolaires de la ville, afin d'aborder avec eux les grands enjeux pour la sauvegarde de notre planète. À l'occasion de sa visite à l'école Chagall, Mme le Maire lui a remis la Médaille de la ville de Vence.

Avec « Terre des arbres », afin d'alerter sur les ravages de la déforestation, le chef de tribu invite à comprendre la forêt de l'intérieur. Un voyage poétique avec un guide d'exception. Originaire des Hautes-Terres en Papouasie-Nouvelle-Guinée, il vit dans l'une des dernières forêts primaires qui abrite des espèces de plantes, d'arbres, d'insectes et d'oiseaux qui n'existent nulle part ailleurs. Sous l'effet de la déforestation, cet écosystème unique au monde est aujourd'hui menacé de disparition.

Afin d'alerter le monde entier sur cette situation préoccupante, Mundiya partage, avec ses mots, son histoire et celle de sa forêt. Loin des statistiques et des rapports alarmistes, il parle avec simplicité de la nature, que ce soit lors de grandes réunions internationales, ou bien lors de rencontres avec des locaux. À travers ses questions, faussement ingénues, ce fervent défenseur de l'environnement – et fin observateur du monde occidental – pointe du doigt nos contradictions, et son regard s'inscrit comme un pont entre deux mondes. Un rôle de passeur qui l'a amené à offrir sa coiffe la plus précieuse au Musée de l'Homme. Avec cette donation, il adresse un message à l'Humanité : sa forêt est un patrimoine universel qu'il faut sauvegarder.

Pour aller plus loin, 36 experts, des biologistes, en passant par des scientifiques sociaux et des membres d'ONG, ont élaboré lors d'une réunion en mars 2011 une Déclaration réclamant au gouvernement de Papouasie-Nouvelle-Guinée d'arrêter d'accorder des baux agricoles et commerciaux (SABL). Selon le groupe, ces baux, lesquels sont connus sous le nom de SABL, contournent les lois bien établies de Papouasie-Nouvelle-Guinée relatives aux droits qu'ont les communautés sur les terres et mettent en péril certaines des plus intactes forêts tropicales du monde. À ce jour 5,6 millions d'hectares de forêts (soit 13,8 millions d'acres) ont été loués dans le cadre des SABL, ce qui représente une zone plus grande que le Costa Rica tout entier.

« La Papouasie-Nouvelle-Guinée fait partie des nations de la Terre les plus riches, biologiquement et culturellement parlant. Cette remarquable diversité des groupes culturels repose fortement sur les terres et les forêts qui sont les leurs par tradition. Celles-ci leur permettent de satisfaire leurs besoins en terres agricoles, en ressources forestières, en gibier, et leur procurent non seulement des lieux pour leurs rites traditionnels et religieux mais beaucoup d'autres biens et services » dit la déclaration intitulée Déclaration Cairns.

Cependant, selon la déclaration, tout ceci est menacé par le gouvernement de Papouasie-Nouvelle-Guinée qui utilise les SABL pour accorder de grandes parcelles de terres sans passer par la voie normale. 2 millions d'hectares (près de 5 millions d'acres) de terres louées ont déjà été mis sur la liste pour abattage par celles qui ont été judicieusement nommées par le gouvernement les « Autorités d'Abattage des Forêts ».

Daniel Ase, directeur exécutif de l'ONG « Centre pour une Législation Environnementale et les droits des Communautés » (CELCOR) en Papouasie-Nouvelle-Guinée, lequel a participé à la réunion, a dit qu'il s'agissait d'une saisie massive de terres essentiellement pour un abattage forestier industriel à grande échelle, ajoutant que *« la plupart de ces zones sont situées dans des zones du pays ayant une importante biodiversité. »*

En cédant des terres pour des baux de 99 ans à de grandes multinationales, étrangères pour la plus grande part, les SABL affaiblissent les communautés autochtones et les coupent de leurs terres pendant des générations. Rien que l'année dernière, 26 millions d'hectares (soit 6,4 millions d'acres) ont été accordés dans le cadre des SABL. Les communautés locales n'ont souvent pas consenti à ces opérations, et en certains cas n'en ont même pas été informées.

« Presque toute la Papouasie-Nouvelle-Guinée appartient à un groupe communautaire ou à un autre et ces groupes doivent, du moins en théorie, approuver tout changement relatif à leurs terres. Voici l'une des raisons clés des SABL : c'est un moyen pour le gouvernement de dépecer de grands pans de terre à des fins d'importants abattages et autres réalisations et de diminuer grandement le rôle des communautés locales » explique William Laurance, un important biologiste spécialiste de la protection de l'environnement de l'Université James Cook.

Selon lui, les revenus tirés de ces opérations ne contribuent pas à soulager la pauvreté en Papouasie-Nouvelle-Guinée car « les profits finissent plutôt pour la plupart dans les mains des compagnies étrangères et des élites politiques du pays. Par exemple, les communautés locales de Papouasie-Nouvelle-Guinée ne perçoivent environ que 10\$ par mètre-cube sur le kwila qui est un de leurs arbres les plus précieux, tandis que le même arbre brut atteint autour de 250\$ par mètre-cube lorsqu'il est fourni à la Chine », explique Laurance, lequel ajoute que « beaucoup des grands indicateurs socioéconomiques de la Papouasie-Nouvelle-Guinée ont chuté cette dernière décennie, indiquant un déclin des niveaux de vie alors même que le pays connaît une énorme croissance en raison de ses ressources ».

Alors que ceci peut sembler contraire aux attentes, c'est un modèle qui s'est répété dans beaucoup de pays pauvres par ailleurs très riches en ressources naturelles. Situation connue des économistes comme la « malédiction des ressources », ces pays voient leurs ressources naturelles exploitées alors qu'ils n'en tirent que peu ou pas de profits économiques et que les fonds promis disparaissent dans de mauvaises opérations commerciales, vont à des politiciens corrompus ou à des entreprises étrangères décrites comme « prédatrices ».

La Déclaration Cairns fait une semblable remarque : « Les SABL cherchent manifestement à faire échec aux efforts actuels pour réformer l'industrie forestière en Papouasie-Nouvelle-Guinée, laquelle a longtemps été en proie aux allégations de mauvaise gestion et de corruption ».

Contrairement à l'Asie du Sud-Est, la Papouasie-Nouvelle-Guinée a longtemps pensé avoir évité une déforestation massive, conservant ainsi l'une des plus grandes forêts tropicales en dehors du Congo et de l'Amazonie. Cependant, une étude de 2009 a constaté qu'entre 1972 et 2002, près d'un quart des forêts du pays a disparu ou a été dégradé par l'abattage forestier.

« Les forêts de Papouasie-Nouvelle-Guinée sont abattues de manière régulière et inutilement sans que l'on se préoccupe des conséquences environnementales et ce, avec la complicité au moins passive des autorités gouvernementales » a alors déclaré le Dr Phil Shearman, directeur du Centre de télédétection de Papouasie-Nouvelle-Guinée et auteur principal de l'étude.

Tandis que l'abattage du bois est la première cause de la perte forestière en Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'industrie de l'huile de palme est en augmentation. L'huile de palme est devenue la cible des écologistes car elle est, pour une part du moins, responsable des crises environnementales auxquelles font face la Malaisie et l'Indonésie.

Emmanuèle Le Breton-Pillard